

Alcatel : Serge Tchuruk restera en poste jusqu'en 2008

Serge Tchuruk a obtenu de rester en poste encore trois ans. Il en avait exprimé publiquement le souhait il y a quelques semaines, ce qui avait provoqué le départ de Philippe Germont, directeur adjoint du groupe (ce dernier avait considéré cette proposition, soumis au vote des actionnaires, comme un désaveu personnel).

Entretemps, un comité des sages a proposé son remplaçant, un australien d'origine britannique, Mike Quigley (cf. nos précédentes informations). Sans surprise, les comptes de l'exercice 2004 ont été approuvés, faisant apparaître un résultat net consolidé du groupe de 281 millions d'euros. En revanche, **quatre résolutions ont été rejetées** (n° 20, 21, 22 et 26), en particulier celle portant sur des augmentations de capital sous certaines conditions et celle qui devait autoriser l'attribution gratuite d'actions aux salariés (il n'a manqué que 5% des voix, la majorité de 2/3 étant requise). En ouverture, la tension est montée lorsque des représentants de la CFDT ont demandé à pouvoir intervenir -ce qu'ils ont finalement obtenu durant une dizaine de minutes (lire ci-après). L'assemblée a par ailleurs procédé au renouvellement des mandats d'administrateur de Philippe Bissara, Frank W. Blount, Jean-Pierre Halbron, David Johnston, Pierre-Louis Lions, Thierry de Loppinot, Peter Mihatsch et Bruno Vaillant. En clôture, la Bourse de Paris a plutôt bien réagi: à partir de 16H, le cours s'est raffermi à 9,17, en légère hausse de 0,44% par rapport à la veille.

Inquiétude des syndicats sur les délocalisations

Atmosphère un peu tumultueuse, notamment en ouverture de l'assemblée générale. Serge Tchuruk avait accepté une intervention d'une dizaine de minutes des représentants du syndicat CFDT. Ils ont essentiellement exprimé leurs inquiétudes sur la délocalisation éventuelle de certaines postes hors de l'Hexagone. Le syndicat reproche au groupe un manque de transparence.

»

Au cours des 10 dernières années, les effectifs d'Alcatel ont été divisés par quatre dont une très grande partie en Europe et donc en France», explique un communiqué du syndicat. (...)L'obsession[de la direction du groupe]d'obtenir un résultat opérationnel à deux chiffres va amplifier les ravages puisque cela va entraîner des réductions de budget sur les dépenses de recherche et développement » estime le syndicat. Le texte ajoute: « La direction « refuse de nous répondre ou de tenir ses engagements, notamment au sujet des délocalisations ».